

\$500 millions de pertes pour les sidérurgies

■ (UPI, AFP) — Les grandes entreprises sidérurgiques américaines ont perdu plus de \$500 millions au deuxième trimestre et selon les analystes de Wall Street, ces résultats laissent présager qu'elles seront déficitaires pour l'ensemble de l'année.

Par ailleurs, au premier semestre de 1983, la production américaine d'acier brut a été de 40.1 millions de tonnes comparativement à 42.68 millions de tonnes pour la même période l'an passé, alors que les usines sidérurgiques étaient utilisées à 53.6 pour cent de leurs capacités par rapport à 55.9 pour cent en 1982. Le coefficient d'utilisation était cependant de 30 pour cent supérieur à celui du deuxième semestre de 1982.

Les pertes financières — subies dans un contexte où les producteurs d'acier accordent de fortes réductions de prix pour arracher de trop rares commandes — ont pratiquement égalé celles du premier trimestre.

Profits ?

Cependant les sidérurgies ne surpasseront pas leur déficit record de \$3.3 milliards de 1982 — la pire année de cette industrie depuis la crise — et, affirment des analystes, certaines compagnies pourraient réussir à faire des profits au quatrième trimestre.

« Dans l'ensemble, le deuxième trimestre n'a pas été meilleur que le premier », a déclaré David Healy, vice-président et analyste du secteur de l'acier de la firme Drexel Burnham Lambert Inc. de New York. « La situation est passée de catastrophique à effrayable ».

« L'industrie de l'acier, ajoutait-il, a beaucoup de chemin à faire avant de pouvoir recommencer à faire de l'argent. Les problèmes qui lui empoisonnent l'existence — fortes réductions de prix et lenteur dans l'octroi des commandes importantes — se manifesteront encore pendant un bon bout de temps ».

U.S. Steel mène le bal

Au cours des deux dernières semaines, les huit principaux producteurs ont annoncé des pertes combinées de \$526 millions, après des déficits de \$623 millions au premier trimestre.

U.S. Steel, le plus grand producteur, a mené le bal avec une

perte nette de \$112 millions. Le deuxième, Bethlehem Steel, a subi un déficit de \$92.7 millions. Le troisième, Jones and Laughlin, filiale de la compagnie LTV de Dallas au Texas, a enregistré une perte d'exploitation de \$52.1 millions. National Steel a perdu \$99 millions, Armco \$75.8 millions, Republic \$45.4 millions, Inland \$29.7 millions et Wheeling-Pittsburgh \$18.9 millions. Au Canada, Stelco a annoncé des pertes de \$15 millions.

On note tout de même des éléments plus positifs : les sidérurgies ont réduit leurs déficits et amélioré leurs résultats d'opérations. U.S. Steel — dont la division sidérurgique a enregistré son plus petit déficit depuis le début de 1982 — a fait un profit d'opérations avant impôts de \$163 millions alors que le quatrième producteur, National Steel, a gagné \$800,000.

Tradition

Mais, de dire les analystes, les résultats ne devraient pas s'améliorer de façon sensible au cours du troisième trimestre, qui est traditionnellement moins bon.

« Je pense qu'il y aura encore des pertes importantes au troisième trimestre, de dire M. Healy. Le quatrième trimestre sera meilleur, mais il reste à voir si les compagnies feront des profits ».

National Steel et Inland Steel sont ceux des principaux producteurs qui sont les plus susceptibles de faire des profits tard dans l'année.

Mais pour la plupart des entreprises, les possibilités de faire des profits sont marginales, de dire Joseph Wyman, analyste du secteur de l'acier chez Shearson American Express.

« Les seules entreprises qui réussiront à être rentables, pour-suit-il, sont les mini-acieries, qui sont petites, contrôlent bien leurs coûts, dont les employés sont souvent non-syndiqués et qui ont grugé une part significative du marché des gros producteurs au cours des dernières années ».

D'autres analystes sont cependant plus optimistes. « Elles ont toutes d'assez bonnes chances d'être rentables au quatrième trimestre, ne serait-ce que de façon marginale », de dire Robert Hageman, vice-président et analyste du secteur de l'acier chez Kidder Peabody.

Les ventes de ciment doublent aux USA

■ WASHINGTON (AFP) - Réflétant la reprise intervenue dans le bâtiment, les livraisons mensuelles de ciment au marché intérieur ont pratiquement doublé depuis le début de l'année, révèlent des statistiques publiées par le département de l'Intérieur.

En juin, indiquent-elles, elles se sont élevées à 7.41 millions de tonnes courtes alors qu'elles n'avaient été que de 3.70 millions de tonnes en janvier.

Pour les six premiers mois de

l'année, les livraisons de ciment ont atteint 30.7 millions de tonnes, soit 7 p. cent de plus que lors du premier semestre 1982.

Parallèlement à cette évolution, les statistiques font ressortir une augmentation de 46 p. cent des importations américaines de ciment au cours des six premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'an dernier.

Au cours du premier semestre 1983, ces importations — dont 48 p. cent étaient en provenance du Canada — se sont élevées à 1.58 million de tonnes courtes.

MALGRÉ LA PLUIE ET LA SÉCHERESSE

15,000 fermiers assurés de toucher \$328 millions

■ Malgré les pluies excessives du printemps et la chaleur torride et sèche de l'été, la moitié des cultivateurs québécois qui ont eu la bonne idée d'adhérer à la Régie des Assurances agricoles du Québec (RAAQ) sont assurés cette année de recevoir \$328 millions pour leurs récoltes. Partagée entre environ 15,000 exploitants cette somme représente en moyenne \$21,900 par ferme.

Textes de :

JEAN POULAIN

Compte tenu de la partie des cultivateurs qui ne se sont pas assurés, la valeur globale de la récolte 1983 au Québec s'établit à plus \$800 millions.

La protection qu'offre la RAAQ ne s'arrête pas aux catastrophes de la Nature : elle couvre aussi celles des hommes, si l'on qualifie de catastrophe pour un cultivateur les chutes de prix du marché au-dessous de son prix de revient pour le bétail qu'il envoie aux abattoirs.

Deuxième volet des activités de la RAAQ, le revenu agricole stabilisé, protège à 100 pour cent le prix de revient d'un exploitant-type, y compris une rémunération de son travail sur la base de \$15,325 par année.

Ce système d'assurance d'État privilégiée — puisque le gouvernement contribue à 50-50 des cotisations pour les récoltes et à 2 pour 1 pour celles de la stabilisation du revenu — permet ainsi au cultivateur qui s'en est prévalu d'éviter le pire des

coups du sort, qu'ils tombent du ciel ou du marché.

M. Jacques Brulotte, président de la Régie des Assurances agricoles du Québec, a expliqué avec beaucoup d'enthousiasme à LA PRESSE les mécanismes pratiques de l'organisme qu'il dirige.

L'Assurance-récoltes

Le principe adopté par la RAAQ quel que soit le type d'assurance qu'elle assume est celui de l'adhésion volontaire : libre à celui qui veut éviter de payer la « cotisation » annuelle (la prime est l'ensemble de sa cotisation et de celle du gouvernement) de prendre ses risques ou de prioriser Saint-Antoine.

La contribution de l'assuré est de 2.50 pour cent de la valeur, le gouvernement participant en versant le même montant.

Les \$328 millions assurés ont ainsi donné lieu à \$16 millions en primes, dont \$8 millions payés par le cultivateur et le solde par le gouvernement.

Les 23,763 contrats signés avec quelque 15,000 exploitants (un cultivateur peut assurer séparément son foin et sa luzerne ou son maïs) s'appuient sur une valeur déterminée.

Il s'agit de 80 pour cent de la valeur moyenne de ses récoltes des 6 dernières années : c'est sur cette base que la RAAQ a atteint pour la présente année-récolte la valeur assurée de \$328 millions. En d'autres termes, la valeur réelle moyenne s'établit à \$410 millions. Comme à peu près la moitié des fermes ont choisi de s'assurer l'on peut estimer la valeur de la récolte québécoise moyenne à plus de \$800 millions.

La surprise, toutefois, au moins pour un citadin, est d'apprendre du président de la RAAQ que c'est le foin qui se mérite la plus haute couverture, soit \$170,320,000 sur le total de \$328 millions. C'est sans doute là où la sécheresse du présent été risque d'amener quelque inquiétude aux exploitants qui n'ont pas assuré leurs récoltes

(et peut-être à la Régie pour celles qu'elle assure).

C'est ainsi, par exemple, que M. Brulotte signale, au hasard de l'entrevue, que son organisme vient de payer \$600,000 à 648 producteurs de luzerne dont la récolte a été endommagée par un gel sévère cet hiver alors que le sol était à nu, tuant les racines de la plante.

Le maïs vient en second pour un montant toutefois à peine égal au quart de celui du foin, soit pour \$40,762,000, suivi de l'avoine et blé (\$31,200,000), l'orge (\$19,931,000), le tabac (\$16,662,000), la betterave à sucre (\$7,697,000) et la pomme (\$7,600,000).

À l'heure actuelle, explique le président de la Régie, le fonds d'assurance du maïs, par exemple, est positif. Les fonds accumulés par les primes sont, de par la loi, transférés à la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui est chargée de les faire fructifier.

Stabilisation du revenu

12,946 adhérents ont choisi de se joindre au système. Il s'agit, en l'occurrence, d'un engagement de cinq ans, toute fraude dans les déclarations amenant l'exclusion du régime pour le même laps de temps de 5 années.

Le problème dans un tel cas est d'évaluer un prix de revient de base qui, s'il s'établit au-dessus du cours du marché du porc, donnera lieu au versement de la différence.

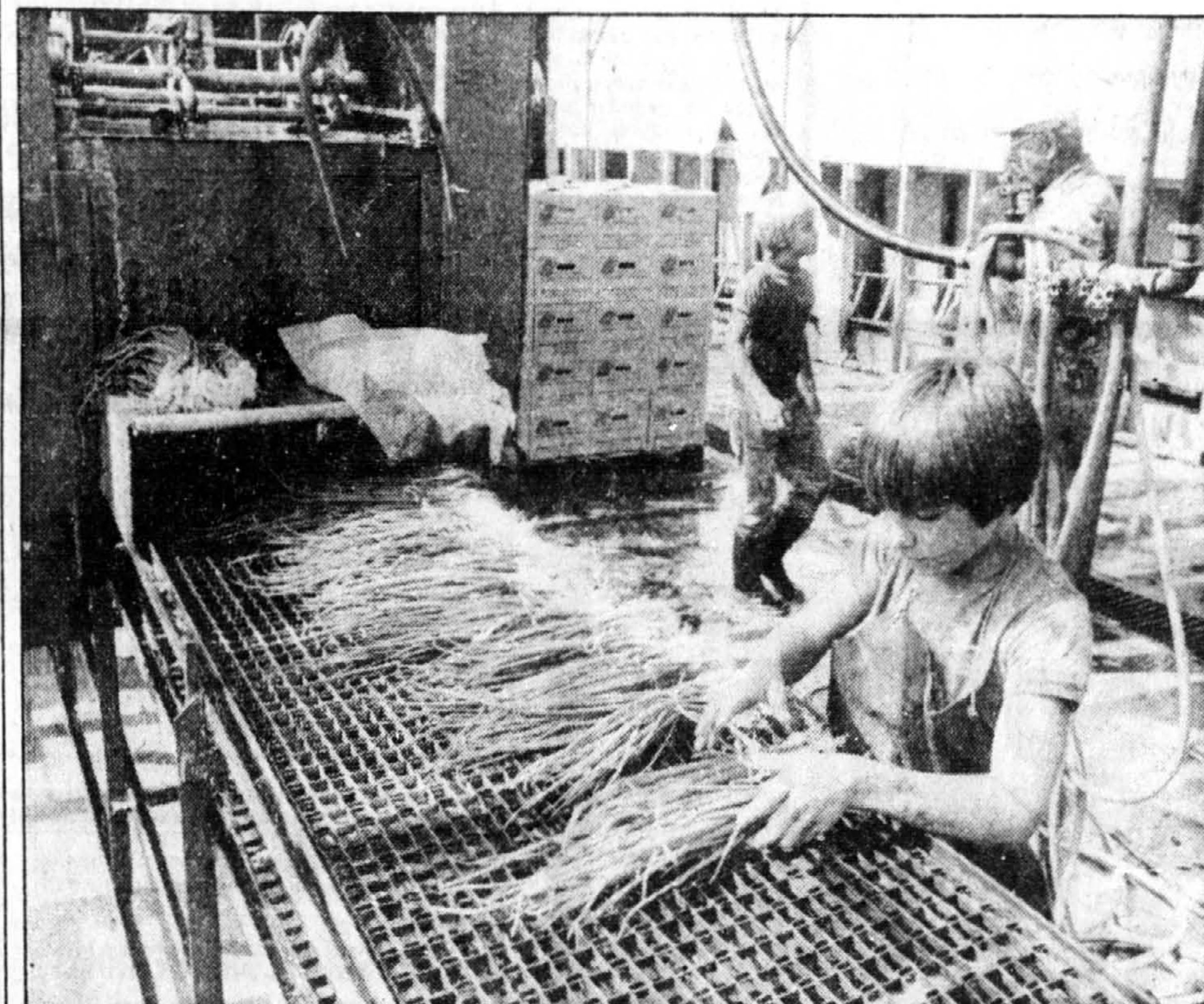
Si l'on prend l'exemple courant au Québec de l'élevage du porc, un comité d'économistes et de spécialistes agricoles de la RAAQ élabore le coût de production d'une ferme-type de 5,000 porcs abattus dans l'année (selon M. Brulotte, la ferme québécoise moyenne produit environ 2,000 porcs par an, mais l'idée est d'inciter les cultivateurs à s'agrandir pour améliorer leurs coûts, plutôt que de s'assurer pour leur propre coût réel et ne faire aucun effort de productivité).

C'est ainsi que pour le dernier exercice (1er avril 1982 au 31 mars 1983), le prix de revient établi, selon des critères justifiés, ressort à \$75.15 les 100 livres, ou \$128.50 par animal.

Ce coût comprend le travail rémunéré sur la base de \$15,325 par an ou 70 pour cent d'un panier moyen de 35 métiers différents.

Or, pour cette période, le prix moyen obtenu par ces éleveurs a été de \$149.59 par tête, dégageant un bénéfice net de \$21.09, soit pour 5,000 porcs, la coquette somme de \$105,450.

L'année 1982 a été toutefois une année exceptionnelle pour les « finisseurs ». Les éleveurs de porcelets, les « naisseurs », dans le jargon, ont été moins chanceux puisque leurs opérations pour 1982 leur a amené un maigre profit : prix de vente moyen de \$35.95 par porcelet (revenu aux finisseurs) à comparer à un prix moyen garanti par la Régie de \$36.78.



Les récoltes ayant été moins abondantes, les grossistes auront nécessairement moins de fruits et légumes à emballer. photothèque LA PRESSE

La production agricole a progressé plus rapidement au Québec qu'en Ontario

■ La production agricole du Québec ces dix dernières années a progressé nettement plus que celle de l'Ontario et le Canada dans son ensemble.

Si l'on prend 100 comme base du niveau de production de chacune des provinces en 1971, le Québec s'inscrit à la fin de l'année 1982 à 116.3, à comparer à 111.3 en Ontario, province légèrement au-dessus de la moyenne nationale de 110.9.

C'est l'Alberta qui se situe en tête du classement avec une progression moyenne de 27.4 pour cent (indice 127.4) et la Colombie-Britannique, à 119.3.

Par contre la Saskatchewan, de loin le plus important producteur de céréales (plus que le

Manitoba et l'Alberta réunies) a stagné pendant ces 11 années, au point de se retrouver à un niveau de production inférieur à celui de l'année 1971.

Regroupement

Il faut signaler que cette production agricole regroupe à la fois les récoltes, l'élevage et ce qui en découle : viande, produits laitiers, volailles et oeufs.

Au niveau national, selon les données de Statistique Canada sur lesquelles s'appuie cette analyse, la croissance des cultures a largement dépassé celle du bétail.

L'indice des cultures en 1982 ressort en effet à 116.6 à comparer à 106.8 pour le bétail.

Tous ces chiffres représen-

tent la moyenne de production des années 1972 à 1982 (incluses) : en conséquence, le niveau atteint pour la dernière année en cause est beaucoup plus élevé, comme l'illustre le tableau ci-joint.

Le Québec : place de choix

Le Québec s'y place dans une situation de choix avec un indice de 149.1 à comparer à 126.5 pour la province voisine et 151.2 pour la province de tête (Alberta).

Mais en matière agricole il est difficile de considérer une seule année, les fluctuations sur deux ans pouvant parfois varier du quart voire du tiers, selon les aléas de la météo.

C'est ainsi que pour les cultures seules, le Québec se situait, en 1982, au niveau exceptionnellement élevé de 204.4 alors que la saison précédente il plafonnait à 136.7, soit moins que l'Ontario qui donnait 144.3, mais retombait à 142.3 en 1982.

Pour le bétail, les variations d'une année à l'autre sont naturellement moins prononcées, obéissant à des cycles plus allongés.

C'est ainsi que l'indice « Bétail » au niveau national a progressé régulièrement pour atteindre 113.1 en 1982 : parti de 100 en 1972, la moyenne de production réelle des onze années ne s'est élevée qu'à 106.8.

BAROMÈTRE

Statistiques économiques

			Variation annuelle en % par rapport au mois précédent	par rapport à l'année précédente
PRODUCTION				
Produit intérieur brut (1971=100)	mai	139.9	+1.0	+0.6
Production industrielle (1971=100)	mai	127.4	+1.5	+0.9
Exportations (\$millions)	juin	7530	+1.1	+2.7
Importations (\$millions)	juin	5937	+3.3	+10.9
Expéditions des fabricants (\$millions)	mai	16,511	+3.9	+6.4
Stocks des fabricants (\$millions)	mai	31,068	-0.8	-8.2
Commandes des fabricants (\$millions)	mai	16,797	+6.2	+9.8
Mises en chantier (taux annuel, milliers)	juin	156	-32.5	+66.0
Permis de const. (\$millions)	mai	1089	-23.3	+17.5
Ventes au détail (\$millions)	juin	8927	+4.1	+10.9
Ventes d'automobiles (\$millions)*	juin	941	+3.1	+18.9
REVENUS ET SALAIRES				
Gains hebdo. moyens (\$*)	mai	384.8	+1.3	
Revenu du travail (\$millions)	avr	17,912	+0.8	+2.9
EMPLOI				
Emplois (milliers)	juil	10,712	+0.1	+1.4
Chômeurs (milliers)	juil	1460	-1.7	+2.2
Taux de chômage au Canada (%)	juil	12.0	(12.2)	(11.9)
Taux de chômage au Québec (%)	juil	13.9	(14.2)	(15.2)
PRIX				
IPC* (1981=100)	juin	117.4	+1.1	+5.6
Prix de vente dans l'industrie* (1971=100)	juin	299.9	+0.5	+3.5
FINANCE				
Masse monétaire (M1, \$millions)	juill.	29,166	+0.5	+13.6
Prêts généraux (\$millions)	juill.	111,522	-1.2	-7.8
Taux d'escompte*	juill.	9.51	(9.48)	(15.60)

Données trimestrielles

			Variation annuelle en % par rapport au trimestre précédent	par rapport à l'année précédente
Comptes nationaux (en milliards de dollars)				
Consommation (dollars 1971)	I	82.0	+0.7	+1.1
Immobilisations	I	27.7	-0.5	-10.8
résidentielles	I	5.3	+13.6	+8.4
non-résidentielles	I	12.5	-3.7	-11.6
Gouvernement	I	23.1	-0.8	+0.6
Exportations	I	32.6	+3.8	+0.4
Importations	I	33.4	+6.0	-1.1
PNB	I	130.7	+1.8	-1.2
Revenus personnels (dollars nominaux)	I	323.4	+0.5	+4.6
Bénéfices avant impôts (dollars nominaux)	I	28.0	+22.5	30.5
Balance des paiements (en millions de dollars)				
Balance commerciale	I	+4003	-20.1	+13.7
Balance des services	I	-3993	-6.6	-0.6
Balance courante	I	+226	(1054)	(-114)
Capitaux à court terme*	I	+1034	(+530)	(+4400)
Capitaux à long terme*	I	-760	(-3288)	(-1992)
* données non-diffusionnelles				
Source: Statistique Canada				

Frégates: Paramax signe, pour Montréal

■ La Saint-John Shipbuilding & Dry Dock vient d'adjuger un sous-contrat de \$1.25 milliard à Paramax Electronics — une filiale du groupe américain Sperry qui doit s'établir à Montréal bientôt — dans le cadre des retombées des six frégates de \$3 milliards de la marine canadienne.

Le gouvernement canadien et Saint-John signaient officiellement la semaine dernière le contrat à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick.

Devenant de fait le principal sous-entrepreneur du projet des frégates de patrouille, Paramax

s'occupera de la conception, de l'ajustement et des tests de vérification des systèmes électroniques et de combats des nouveaux vaisseaux.

Fondée en avril 1982, la firme doit passer sous contrôle canadien à la fin de ce contrat, complété en 1992.

Le président Philip B. Auerbach a précisé que Paramax tente actuellement de se trouver des locaux à Montréal pour établir aussi bien ses bureaux temporaires que permanents. On logera les premiers dans des lo-

caux vacants de 2,000 mètres carrés. On construira toutefois un édifice pour les installations permanentes de 14,000 mètres carrés.

Grâce au contrat, Paramax compte devenir une des plus importantes firmes de haute technologie, classant Montréal au rang des chefs de file dans le domaine des systèmes technologiques.

Initialement, Paramax embauchera 250 personnes à Montréal, assistées d'une équipe plus réduite à Ottawa-Hull pour coordonner la conception et maintenir les

rapports avec le gouvernement fédéral. Plus de 1,000 demandes d'emplois s'accumulent déjà dans ses classes.

Le prototype doit être livré en 1988 et les cinq autres frégates, en 1992.

Mais Ottawa planifie la construction éventuelle de 14 frégates additionnelles au cours des années 90 pour renouveler sa flotte.

Par ailleurs, on se souvient que Versatile Vickers, de Montréal, et Marine Industrie, de Sorel, ont conclu une entente sur la construction de trois des six frégates, à \$50-55 millions.

LES RESTRICTIONS FONT FAUSSE ROUTE

De faibles hausses de salaires étoufferaient la reprise

■ OTTAWA (PC) — Des nuages inquiétants menacent la reprise, indique un rapport de Statistique Canada qui doit être publié cette semaine.

Les restrictions salariales des gouvernements fédéral et provinciaux pourraient bien être un élément du problème et non un élément de la solution, contrairement à ce que prétend le ministre des Finances, M. Marc Lalonde.

Une faible hausse des salaires et gages — quand il y a hausse — et le chômage persistant découragent les dépenses de consommation, a déclaré M. Philip Cross, chef du service d'analyse économique de Statistique Canada.

« Tout cela se tient, dit-il. Le redressement ne se traduisant pas par une augmentation des revenus disponibles, il pourrait être bien éphémère ».

Déjà il y a des signes que les dépenses de consommation ont diminué dans le se-

cond trimestre par comparaison avec le premier de cette année et le dernier de 1982.

La hausse et la reprise

Les économistes sont d'accord sur le fait qu'une hausse des dépenses de consommation est essentielle à une forte reprise économique. Ils estiment que ces dépenses constituent les deux tiers du produit national brut — la valeur des biens et services du pays.

On ne saurait s'attendre à une bonne augmentation des dépenses de consommation s'il n'y a pas de hausses réelles des salaires et de l'emploi, soutient encore M. Cross.

Selon les chiffres de l'agence fédérale, le revenu des travailleurs n'a augmenté dans l'ensemble que de trois p. cent entre avril 1982 et avril 1983 quand durant la même période, l'inflation a augmenté de 6,6 p. cent.

Cela signifie que les consommateurs ont eu moins d'argent à dépenser en avril dernier qu'au creux de la crise l'an dernier.

Cela provient en partie du fait que la hausse des gains et salaires s'est ralentie presque jusqu'au point mort, jusqu'au marasme complet, et cela par suite des contraintes salariales des gouvernements.

Et M. Lalonde a intensifié récemment ces contraintes, en prévenant les intéressés que des hausses de salaire inacceptables ramèneraient l'inflation et arrêteraient le redressement économique.

Emploi : faible hausse

Dans l'intervalle, il n'y a eu qu'une bien faible hausse de l'emploi, note M. Cross.

« À ce jour, je pense que l'emploi dans les secteurs autres que l'agriculture n'a augmenté que d'environ 1,5 p. cent. Ce qui se compare à 5,2 p. cent

à la même étape de la reprise de 1975. »

Il y a bien eu hausse de l'emploi en mars, avril et mai, mais en juin et en juillet elle n'a été que dans l'emploi à temps partiel, indique encore M. Cross.

Selon la Conférence Board of Canada, la confiance des consommateurs a été plus grande que jamais en 18 ans dans le second trimestre de l'année tandis qu'elle avait baissé à un point sans précédent durant la récession.

Bien que les Canadiens puissent encore puiser à des épargnes, assez considérables, les menaces récentes de taux d'intérêt plus élevés et la stagnation apparente de l'emploi peuvent les rendre très prudents.

Selon M. Cross, il semble que les Canadiens commencent à économiser davantage. S'il y a lieu de s'inquiéter, note-t-il, l'économie n'est pas encore en perte de vitesse. Et les prévisions d'une rapide croissance d'ensemble durant l'année, suivie de quelque ralentissement en 1984, restent valides.

MacMILLAN BATHURST NOMINATION



T. W. Haiplik

MacMillan Bathurst Inc., nouvelle entreprise d'envergure nationale spécialisée dans les caisses en carton ondulé, annonce la nomination de T. W. (Ted) Haiplik à titre de président et chef de la direction. M. Haiplik assumait depuis 1974 la direction générale des caisseries de Consolidated - Bathurst Inc. et occupait depuis six ans le poste de vice-président — Division des contenants. Cette même division, qui comprenait sept caisseries, a fusionné avec les dix fabriques d'ondulés de MacMillan Bloedel pour former MacMillan Bathurst Inc. La société MBI devient ainsi le plus important nouveau fabricant canadien de caisses d'expédition en carton ondulé. Titulaire d'un diplôme en génie mécanique de l'Université de Toronto et d'un M.B.A. de l'Université McMaster, de Hamilton, M. Haiplik aura son bureau au siège social de MBI, situé à Mississauga, Ontario.

FRAIS DE DÉPLACEMENT

Québec pourrait amender son impôt

■ QUÉBEC (PC) — Un amendement pourrait être apporté sous peu à la Loi sur les impôts à la suite du récent jugement de la Cour d'appel du Québec dans la cause Berkowitz, concernant les dépenses remboursables pour les employés qui doivent défrayer leurs frais de déplacement.

Dans la cause en

question, M. Berkowitz devait assumer lui-même les dépenses de ses déplacements effectués dans la région « métropolitaine » de son employeur. Il réclama donc en déduction du calcul de son revenu des dépenses, pour lesquelles il n'avait pas été remboursé par son employeur. Toutefois, le ministre lui refusa

cette déduction et il décida de porter son cas devant les tribunaux.

La Cour provinciale et la Cour d'appel ont respectivement donné raison au plaignant.

Selon M. Léonide Cloutier, du département de la législation à Revenu Québec, des études sont toujours pendantes dans ce do-

maine. « Dans l'immediat, il n'y a aucun changement qui a été déposé quant à l'amendement de la Loi à l'Assemblée nationale », a-t-il déclaré. « En attendant, le ministère suit les données jurisprudentielles, y inclus le cas Berkowitz, et doit orienter ses décisions futures en tenant compte de celles-ci. »

RECHERCHONS DISTRIBUTEUR PARTOUT AU QUÉBEC

pour une nouvelle distributrice révolutionnaire. Investissement initial modique pouvant rapporter jusqu'à 500 000\$ en 6 mois.

Composer: (416) 686-0659

Avec nos excuses, service en anglais seulement à ce numéro

LE COLLÈGE

vous offre en collaboration avec l'Association des directeurs de crédit du Montréal métropolitain des cours en

GESTION DE CRÉDIT

- Le crédit à la consommation (mardi).
- Les politiques de crédit: les aspects pratiques et légaux du crédit (lundi).
- Les prêts hypothécaires résidentiels (mercredi).
- Le crédit commercial (lundi).
- Méthodologie quantitative (mathématiques financières: jeudi).

Soirée d'information et d'inscription: le lundi 29 août 1983 à 19h00, local R-135, pavillon Ignace-Bourget.

10555, avenue de Bois-de-Boulogne
Montréal, Québec
H4N 1L4

Tél.: (514) 332-3000, postes 308-313



Collège de Bois-de-Boulogne

Société canadienne du cancer ÉDUCATION

Le cancer du poulmon continue à progresser au Canada et cette progression est parallèle à celle de la vente des cigarettes. Mais le cancer du poulmon peut être évité dans une large mesure. La société canadienne du cancer recommande fortement aux fumeurs de cesser de fumer et à ceux qui ne fument pas, de ne pas commencer. Un message d'éducation de la Société canadienne du cancer.

DOMINION TEXTILE INC.

Dividende n° 242 sur actions ordinaires

Dividende n° 243 sur actions privilégiées de premier rang

Un dividende trimestriel de 0,18\$ par action ordinaire et un dividende de 1,75\$ par action privilégiée de premier rang ont été déclarés par le conseil d'administration pour le trimestre finissant le 30 septembre 1983. Ces dividendes seront payables le 15 octobre 1983 aux actionnaires immatriculés à la clôture des affaires, le 15 septembre 1983.

Le secrétaire, C. M. Beck
Montréal
le 10 août 1983

COMMENT VENDRE PLUS FACILEMENT EN 40 HEURES

- Cinq vendredis ou cinq lundis consécutifs, débutant le vendredi 26 août
- Groupe limité à 24 personnes
- Animées par une équipe de vendeurs professionnels
- Des techniques éprouvées applicables à votre milieu

POUR

- Une plus grande participation de chacun
- Une meilleure formation personnelle

Appelez aujourd'hui pour réserver votre place pour la prochaine session:

325-4414

CENTRE DE FORMATION DES PROFESSIONNELS DE LA VENTE du Collège Marie-Victorin

7125, rue Marie-Victorin
Montréal (Québec) H1G 2J7

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

N.B.: Tous les postes mentionnés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

Importante compagnie québécoise recherche REPRÉSENTANTS(ES)

initiative et ambition indispensables.
Revenu au-dessus de la moyenne
Pour entrevue confidentielle appelez entre 9:30 h et 4 h au:
Directeur du personnel
384-1056

DESSINATEURS SENIORS et CONCEPTEURS

Expérience en mécanique de précision demandée.

Veuillez faire parvenir votre CV au:

«Design Dept.»
255, rue Migneron,
Ville St-Laurent, Québec
H4T 1W8



Fabricant de robinetterie pour tous genres de tuyauterie à l'échelle internationale

LE COLLÈGE

vous offre en collaboration avec l'APCHQ-MM des cours en

GESTION DE LA CONSTRUCTION

- Construction générale I (lundi)
- Construction générale II (hiver)
- Lecture de plans et devis (mardi)
- Planification, organisation et contrôle de la production (mercredi)
- Estimation et évaluation
- Financement hypothécaire

Soirée d'information et d'inscription: le mardi 30 août 1983 à 19h00, local S-126, pavillon Ignace-Bourget.

10555, avenue de Bois-de-Boulogne
Montréal, Québec
H4N 1L4

Tél.: (514) 332-3000, postes 308-313



Collège de Bois-de-Boulogne

DIRECTION VENTE — MARKETING

Les candidats que nous recherchons se considèrent ambitieux, possèdent personnalité, entrent et dynamisme pour occuper des postes au sein d'une compagnie offrant d'intéressantes possibilités de promotion.

COMPOSEZ MAINTENANT ET DEMANDEZ

Lundi de 9h à 20h

Mme M. St-Amand
M. J.-P. Papineau
Tél.: 687-2440

VOTRE AFFAIRE EST DANS LES ANNONCES CLASSÉES

la presse

285-7111

LES OFFRES D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES

ABAISSEMENT: 1ère deuxième hypothèque. Jour: 229-4332.

AVONS hypothèque: \$5000 & plus. J. Paquin. Jour: 229-4332.

DISPONIBLE en 7 jours. 1ère et 2e hypothèques, appelés entre 9h et 10h. Caisse Pop. St-Rene Goupil. 321-2610.

HYPOTHÈQUE négociée, achat solde de vente, prêt à court terme et résidentielle, nature, 497-5361.

HYPOTHÈQUE, 1ère, 2e, 3e, 4e, 5e ou commerciale disponible 327-1993.

NOUVEAUX SERVICES Hypothèque 1ère ou 2e, résidentielle ou commerciale, \$5.000 à 7 millions J.A. Babin courtier. 524-4888.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES 1ère et 2e hypothèques, appelés entre 9h et 10h. Caisse Pop. St-Rene Goupil. 321-2610.

RAPIDEMENT: 1ère, 2e, 3e, 4e, 5e hypothèque, appelés entre 9h et 10h. Caisse Pop. St-Rene Goupil. 321-2610.

REFINANCEMENT: 1ère, 2e, 3e, 4e, 5e hypothèque, appelés entre 9h et 10h. Caisse Pop. St-Rene Goupil. 321-2610.

ACHETERAIS clientèle de compagnie, gestion, immobilier ou participation dans bureau de comptable. Soir: 667-1332.

SERVICES télécommunications. TELEX - Télécopieur, poste électronique, etc.: 412-50 mois. TELEPUBLIC: 861-2841, 861-1779.

DANS LA CONSTRUCTION: nouveau à Québec, investissement \$200.000 ou moins, retour dans 1 an, apport initial \$250.000. 273-2528.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

FRANCHISE disponible, nouvelle entreprise, petit capital requis, revenu très intéressant, demandez Léo. 348-3616 ou écrire C.P. 462 St-Jean. 338-625.

MANUFACTURIER maison, bâtiment tout genre recherche concessionnaire. M. Vallancourt: 419-687-2153.

RECHERCHE entrepreneur 1ère ou 2e pour construire 30 à 40 unités d'unités individuelles par année pour 3 ans. Liquidité nécessaire \$200.000 minimum. approbation APCHQ indispensable. 476-4458.

POTENTIEL \$50.000/an TEMPS PARTIEL — procédé de rénovation américain — nouveau au Canada — compétition limitée — potentiel énorme — bénéfices illimités — retour immédiat — investissement requis pour inventaire: \$2.995 — entraînement inclus.

Candidats sérieux et ambitieux seulement. S.V.P. Appeler monsieur Rose 631-2063 pour un rendez-vous. 636-1770.

712 ASSOCIÉS DEMANDES

CHERCHE ASSOCIÉ coiffeur ou coiffeuse, avec clientèle pour salon en ville. Appeler Claude. 849-9419.

715 SERVICES FINANCIERS

ABACA L.T.E.E. avance pour achat tout commerce, canions, immeubles commerciaux, pré-saisie, pré-faillite. Consultations dettes commerciales. M. White. 931-9823.

FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. Den. Col. M.P. 342-1356.

PROBLÈMES FINANCIERS Pré-saisie, pré-faillite, consolidation de dettes. LABBE & ASSOCIÉS. 937-4126.

720 EXPERTISES IMMOBILIÈRES

GESTION WILLIAM TOBIN Location, collection, conciergerie, entretien-réparation. Service complet ou individuel, taux 2,8% selon le cas. 526-1281 ou 688-5427.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des OFFRES D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS. 285-7111 ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

GRAND SPÉCIAL FIN D'ÉTÉ

Tissus de toutes marques, valeur jusqu'à

\$45.00
EN VENTE
à un seul bas prix

999 verge

Tant qu'il y en aura

Quantité limitée

- Estimation gratuite
- Main-d'œuvre garantie 5 ans par écrit
- Livraison dans un délai de 5 jours, sur demande
- Bas prix imbattables résultant d'un grand pouvoir d'achat.

Pour bénéficier d'un travail de première qualité, il faut s'adresser sans hésiter à:

Tél.: 253-1400

LUCIEN



Division 89117 Canada Ltee

2475, rue Leclaire, Montréal H1V 3A6

Nous avons un représentant près de chez vous.

DÉPÊCHES

■ **POLOGNE:** Toute la région de Gdansk était étroitement quadrillée samedi par les forces de l'ordre, à trois jours de l'échéance de l'ultimatum de Solidarité qui menace de déclencher à partir de mardi des grèves perlées si d'ici là le pouvoir n'a pas repris des négociations avec le syndicat. Pendant que la campagne de propagande des autorités contre le leader Walesa s'intensifie, le « grand frère » soviétique vient de mettre en garde les dirigeants polonais contre tout laxisme face aux menaces de Solidarité.

■ **LIBAN:** « Une partition du Liban est hors de question », a déclaré hier au Caire M. Robert McFarlane, l'envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient. Le chef de l'État égyptien a pour sa part insisté pour que le retrait des troupes israéliennes du Liban soit total et assorti d'un calendrier précis. Les négociations inter-libanaises pour empêcher que le vide créé par le retrait israélien du Chouf ne provoque une explosion entre Druzes et chrétiens progressent avec lenteur.

■ **DÉSARMEMENT:** L'URSS a soumis officiellement hier aux Nations-Unies un projet de traité sur la non-militarisation de l'espace. Moscou propose que la question de la conclusion d'un traité sur l'interdiction du recours à la force dans l'espace et depuis l'espace contre la terre soit inscrite à l'ordre du jour du 38^{ème} session de l'assemblée générale de l'ONU. Cette proposition fait suite au « moratoire unilatéral » de l'URSS sur les armes anti-satellites annoncé le 18 août par M. Andropov.

■ **ESPIONNAGE:** Plusieurs diplomates de pays de l'Est ont été expulsés de Belgique et un haut fonctionnaire du ministère belge des Relations extérieures, M. Eugène Michiels, 60 ans, arrêté après la découverte d'un réseau d'espionnage en Belgique. À Rome, M. Venelin Kumbiev, 2^e secrétaire de l'ambassade de Bulgarie, a regagné précipitamment son pays le 6 août dernier. Le départ de M. Kumbiev coïncide avec l'envoi d'un rapport de magistrats au ministère italien des Affaires étrangères demandant l'expulsion du diplomate pour faits d'espionnage.

■ **NIGÉRIA:** La marathon électorale se poursuit dans le pays le plus peuplé d'Afrique, où les premiers résultats du scrutin sénatorial, connus hier soir, témoignent d'une avance du Parti de l'unité (UPN), principale formation d'opposition, qui a enlevé les cinq sièges en jeu dans l'État d'Ogun (ouest). L'UPN a également remporté les deux seuls sièges de l'État de Lagos où les résultats sont déjà connus. Le vote de samedi s'est déroulé paisiblement, contrairement à ce qui s'était produit pour les présidentielles et l'élection des gouverneurs.

Paris déploie enfin une force aérienne au Tchad

d'après AP et AFP

■ Un pas supplémentaire a été franchi, hier, avec l'arrivée à Ndjamena de six appareils d'appui tactique au sol Jaguar, de quatre chasseurs-bombardiers Mirage F-1 et d'un avion de ravitaillement en vol KC-135.

Le général Jean Poli, 54 ans, nommé commandant en chef des forces françaises au Tchad, y est attendu ce matin pour assumer la direction de l'Opération Manta, engageant entre 2.000 et 3.000 soldats français dans la défense du régime du président Hissène Habré contre les forces de son prédécesseur prolifère Goukouni Weddeye.

Le système de dissuasion français au Tchad est donc au complet et devrait être de nature à décourager toute contre-offensive libyenne, présentée comme imminente samedi par le président Habré et son homologue zairois Mobutu Sese Seko, en visite d'inspection auprès des quelque 3.000 soldats zairois déployés aux côtés des forces françaises.

La couverture aérienne de l'Opération Manta est désormais assurée et les lignes de défense françaises, composées de détachements stationnés à Abéché et à Salal (situées respectivement à 200 km au nord et 700 km à l'est de la capitale), sur les deux routes menant de Ndjamena à Faya-Largeau, sont protégées. Pendant ce temps, une partie du con-

tingent français stationné à Abéché se prépare à partir vers Biltine et Arada, respectivement à 90 km et 150 km au nord-ouest de cette localité. Les avions français seront eux-mêmes couverts, si cela s'avère nécessaire, par les radars volants américains Awacs stationnés avec 550 hommes au Soudan voisin.

Si les Libyens décidaient de progresser vers le sud ou vers l'est à partir de la bande d'Aou-zou ou de Faya-Largeau, ils se heurteraient sans aucun doute possible aux forces françaises.

Ces appareils, les premiers à être envoyés au Tchad depuis le début du conflit, ont pour tâche de « défendre les positions françaises et d'intervenir si les forces françaises sont attaquées », a déclaré le commandant Yvan Veronneau.

Il n'est pas question, indique-t-on de source militaire française, de rompre la trêve tacite qui s'est instaurée entre les forces du président Habré et celles de Goukouni depuis la reprise, par les troupes rebelles, de la palmeraie stratégique de Faya-Largeau il y a dix jours. Mais les observateurs se demandent si, en fait, les Jaguar ne serviront pas plutôt à appuyer une contre-offensive, nullement exclue, de forces de Hissène Habré en vue d'une reconquête du Nord tchadien.

LE PAKISTAN MENACÉ DE DISLOCATION

La campagne d'agitation exacerbe les séparatismes

d'après Reuter et AFP

■ Au terme d'une nuit d'émeutes qui ont fait au moins 12 blessés dans le grand port de Karachi, capitale du Sind, les étudiants se sont joints hier à la campagne de désobéissance civile déclenchée la semaine dernière par l'opposition en vue d'obtenir la levée de la loi martiale et le rétablissement de la démocratie au Pakistan.

Le gouvernement militaire du général Zia ul-Haq, au pouvoir depuis le coup d'État de 1977, s'est réuni d'urgence pendant neuf heures, hier, et la réunion s'est terminée avec un sévère avertissement du régime contre « les fauteurs de troubles ».

Le général Moudjib ur-Rahman, secrétaire du ministère de l'Information, a annoncé que 715 personnes avaient été arrêtées depuis le début de la campagne, qui entrerait hier dans sa 2^e semaine, après avoir fait une vingtaine de morts au cours des sept premiers jours.

Selon le général Moudjib, les arrestations touchent les trois autres provinces également, avec 209 dans la Province frontalière du Nord-ouest (capitale Peshawar), 117 dans le Punjab (capitale Lahore) et 54 dans le Belouchistan (capitale Quetta).

Les scènes de manifestations, d'émeutes et de répression policière se sont répétées hier dans une dizaine de villes. À Huderabad, 2^e ville du Sind, plus de 20.000 manifestants ont été chargés par la police après avoir défilé dans les rues en scandant des slogans hostiles au régime militaire.

Des affrontements entre forces de l'ordre et émeutiers ont eu lieu à Shikarpur, où le tribunal et des véhicules des pom-

piers ont été incendiés, à Badin, Larkana, et Mirpur Mathelo, où une locomotive a été attaquée à la mitrailleuse.

Pour la première fois, la nouvelle campagne, menée par neuf partis regroupés au sein du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD), a gagné plusieurs universités et collèges, où le Parti du peuple pakistanais (PPP-social-démocrate) de l'ancien premier ministre Ali Bhutto demeure puissamment représenté.

Dans une prison de Tando Bago, dix membres du MRD arrêtés la semaine dernière ont entamé une grève de la faim pour protester contre le chatiment du fouet infligé par les tribunaux militaires aux opposants appréhendés. Plusieurs oulémas (chefs religieux) ont protesté contre cette punition, qu'ils jugent contraire aux principes de l'islam quand elle s'applique à des prisonniers politiques.

Dans les quatre capitales provinciales, les militants du MRD continuent de se faire arrêter volontairement par groupes de deux à quatre, en présence de foules nombreuses.

Les dirigeants du MRD s'inquiètent toutefois de la faible participation de la province clé du Punjab au mouvement, estimant que si les Punjabis ne s'y joignent pas massivement dès cette semaine, le Pakistan risque d'être menacé de dislocation car l'opposition n'aura alors réussi qu'à exacerber les sentiments séparatistes des Belouchis et des Sindhis, qui réclament de plus en plus le retrait de l'armée pakistanaise de leur province respective.

PERSONNE NE VEND PLUS DE VOITURES QUE CHEVROLET. IL Y A DE BONNES RAISONS!

CHEVROLET SE FAIT UN DEVOIR

D'AMÉLIORER LA QUALITÉ. Les Chevrolet d'aujourd'hui sont mieux construites que jamais. Elles sont dessinées et construites au moyen d'essais en soufflerie, d'ordinateurs et de robots ultra-modernes. Dans bien des cas, les Chevrolet sont vérifiées au laser. Tout ça dans le but d'atteindre un niveau de qualité sans précédent. Et Chevrolet continue de chercher des moyens d'améliorer la qualité de ses véhicules.

CHEVROLET SE FAIT UN DEVOIR DE RÉDUIRE LA CONSOMMATION DE CARBURANT.

Chevrolet veut vous offrir le meilleur rendement en carburant. C'est pourquoi les Chevrolet d'aujourd'hui sont plus aérodynamiques, plus légères et plus performantes. Leur consommation moyenne a baissé de 23% depuis 1978. Et Chevrolet entend réduire davantage la consommation de ses véhicules dans l'avenir.

CHEVROLET A LE PLUS VASTE RÉSEAU DE SERVICE APRÈS-VENTE.

Chevrolet a le plus grand nombre de concessionnaires au pays. Vous avez donc plus de chances de trouver du service, où que vous soyez. C'est une des bonnes raisons pour lesquelles les propriétaires de véhicules Chevrolet peuvent rouler en toute quiétude.

CHEVROLET VOUS OFFRE UN MEILLEUR CHOIX DE VOITURES.

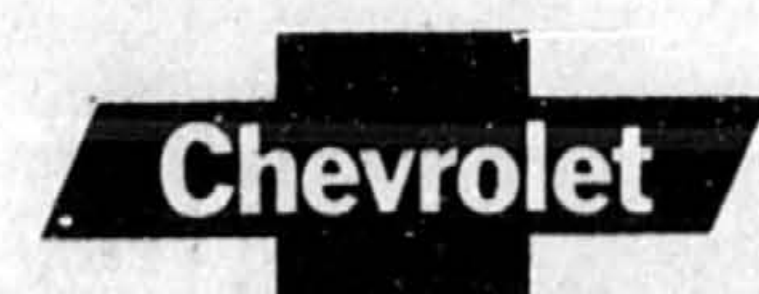
Chevrolet vous offre toute une gamme de voitures, de l'économique Chevette à la Celebrity de taille familiale de haute technologie, sans oublier la nouvelle Corvette, décrite comme "la voiture de série la plus perfectionnée de la planète". Vous choisissez le confort, le style, la haute technologie et, évidemment, le prix qui vous conviennent. Autant de bonnes raisons pour lesquelles Chevrolet répond à vos besoins mieux que les autres!

CHEVROLET EST RECONNUE POUR VOUS EN DONNER POUR VOTRE ARGENT.

Depuis des années, Chevrolet vous en donne pour votre argent. C'est encore vrai aujourd'hui et ça le sera demain. Personne d'autre ne vous en donne autant. Vous pouvez avoir ce que vous recherchez à des prix vraiment abordables, vraiment Chevrolet. C'est pourquoi personne ne vend plus de voitures que Chevrolet!

Selon la consommation "combinée" de l'ensemble des voitures Chevrolet vendues au Canada. La comparaison est faite entre les ventes de 1978 et les prévisions faites pour 1983.

C'EST EN PLEIN LE TEMPS DE PASSER CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHEVROLET.



La vie tient à un clic! • Attachez vous.

CLINIQUE D'OPTOMÉTRIE

DR JACQUES TARDY, o.d.
DR LIONEL RENAUD, o.d.
DR JACQUELINE TARDY, o.d.

EXAMEN DE LA VUE - VERRES DE CONTACT

1411, rue AMHERST, angle Sainte-Catherine

527-8978

CETTE SEMAINE À PLACE BONAVENTURE

GALERIE DES BOUTIQUES

Venez voir une exposition de reproductions de peintures réalisées par des peintres célèbres, tels Van Gogh, Matisse, Rembrandt, Gauguin, etc. «Exposition Mirage» du 22 au 24 août. Allée de la mode. Galerie des Boutiques.

CENTRE DE COMMERCE EN GROS

Marché du cadeau d'automne. Mart «C». Jusqu'au 25 août. Commerçants seulement.

HALL D'EXPOSITION

La foire du cadeau d'automne. Jusqu'au 24 août. Commerçants seulement.

Place Bonaventure

APPRENEZ L'

ANGLAIS

avec nos spéciaux

4 semaines INTENSIVES

ou

10 semaines RÉGULIÈRES

Pour une démonstration et un test gratuits, appelez

GALOIS®

844-5060

Depuis 1955

1410 Stanley

MÉTRO
PEEL

OUTREMONT



LES
VILLES
DE L'ÎLE

■ Outremont, c'est l'art de vieillir en beauté. Flanquée aux pieds du Mont-Royal, la ville étale ses maisons cossues le long des boulevards bordés d'arbres centenaires et domine la métropole de ses terrasses verdoyantes. Une population conservatrice et jalouse de son autonomie y habite, souvent depuis plusieurs générations.

Malgré son conservatisme, la Ville a été contrainte depuis quelques années à se transformer. C'est ainsi que pour alléger le fardeau fiscal individuel des propriétaires, il a fallu autoriser la construction de tours d'habitation le long de certaines artères commerciales.

La faible population de moins de 25 000 habitants n'arrivait plus à assumer, seule, le coût des services municipaux, notamment



FLORIAN
BERNARD

ceux dispensés par la Communauté urbaine de Montréal. Dans une ville où il n'existe aucune industrie ni aucun centre commercial, il fallait donc trouver un moyen d'élargir l'assiette fiscale sans pour autant modifier l'image de la ville-jardin. Le compromis fut l'avènement des luxueuses tours d'habitation qui commencent à jaloner certains grands boulevards cossus, notamment l'Eminence au coin des rues Bloomfield et Côte Ste-Catherine, le Renoir au coin des rues McNider et Côte Ste-Catherine, le complexe domiciliaire Vincent d'Indy et plusieurs autres.

Cette transformation urbaine ne s'est pas réalisée sans heurts. Les citoyens d'Outremont qui ont déjà manifesté simplement à la suite d'un changement de lampadaires dans les rues ont exprimé publiquement leur mécontentement face à la construction de ces nouveaux gratte-ciels. C'était pourtant une question de survie. Aujourd'hui ces tours luxueuses font partie du décor familier d'Outremont.

Un défi de 100 ans

C'est en 1875 qu'Outremont est officiellement née par la volonté d'un texte législatif, mais son histoire remonte beaucoup plus loin. En 1842 un certain Pierre Beaubien, de vieille souche seigneuriale française, mit en vente sa maison de l'ancienne rue Craig, à Montréal, pour aller s'établir à l'ombre des érables, sur le versant sud-est du Mont-Royal. D'autres Montréalais désireux de

Une enclave de verdure au coeur de Montréal



Avenue Bernard

photos Michel Gravel, LA PRESSE

s'éloigner du centre-ville — déjà! — le suivirent bientôt. Ces premiers citoyens de ce qui allait devenir Outremont étaient des gentlemen-farmers, heureux de retrouver un peu de la campagne à proximité de la grande ville.

Depuis ses origines, toute l'histoire d'Outremont a été marquée par ses arbres et ses grands espaces dégagés. Ce n'est pas un effet du hasard. Les fondateurs l'ont voulu ainsi. Quelques mois seulement après son incorporation, en 1876, la Ville adoptait son premier règlement destiné à protéger les arbres! Ce règlement, inédit à l'époque où les notions de protection de l'environnement étaient inconnues, stipulait que toute personne qui abattra sans autorisation un arbre — ou qui le blessera — sera passible d'une

amende de \$25 ou de six mois d'emprisonnement.

Au cours de cette même séance le conseil avait adopté d'autres mesures destinées à assurer la tranquillité de la Ville, à preuve ce règlement qui stipulait que « toute course de cheval ou tout autre concours de galop sont prohibés le dimanche et les jours de fête d'obligation, de même que tout exercice hippique ».

Fief francophone

Outremont a été et demeure aux francophones ce que Westmount est pour les anglophones, c'est-à-dire un lieu privilégié où la hauteur de la propriété familiale et la taille du terrain témoignent de la réussite personnelle. Peu de villes au Québec peuvent se targuer d'avoir hébergé autant

de bourgeois et d'intellectuels francophones. Outremont est la ville où l'on retrouve la plus forte concentration de journalistes, d'artistes, de peintres, d'universitaires, mais aussi de chefs d'entreprise et de professionnels.

La Ville a vu grandir dans ses rues des petits bouts d'hommes qui sont devenus célèbres et qui ont marqué l'histoire du Québec et du Canada. Pierre Elliot-Trudeau est de ceux-là. Il a eu pour compagnons de jeu dans son enfance des hommes aussi célèbres que Marcel Faribault, André Laurendeau, Claude Ryan, Mau-

rice Lamontagne, Georges-Émile Lapalme, Paul David et combien d'autres.

Les familles Beaubien ont été à l'origine d'Outremont et ont continué durant des années à l'habiter, depuis le fondateur Pierre Beaubien jusqu'au maire Joseph Beaubien qui occupa le fauteuil de premier citoyen de 1910 à 1949, soit pendant 39 ans! Ce dernier se plaisait à répéter qu'il y avait un arbre à chaque 35 pieds dans sa ville. Il avait même établi le compte complet de certaines espèces, par exemple 5 512 érables. Aujourd'hui l'un des plus beaux



Un coin tranquille.

parcs d'Outremont porte le nom des Beaubien.

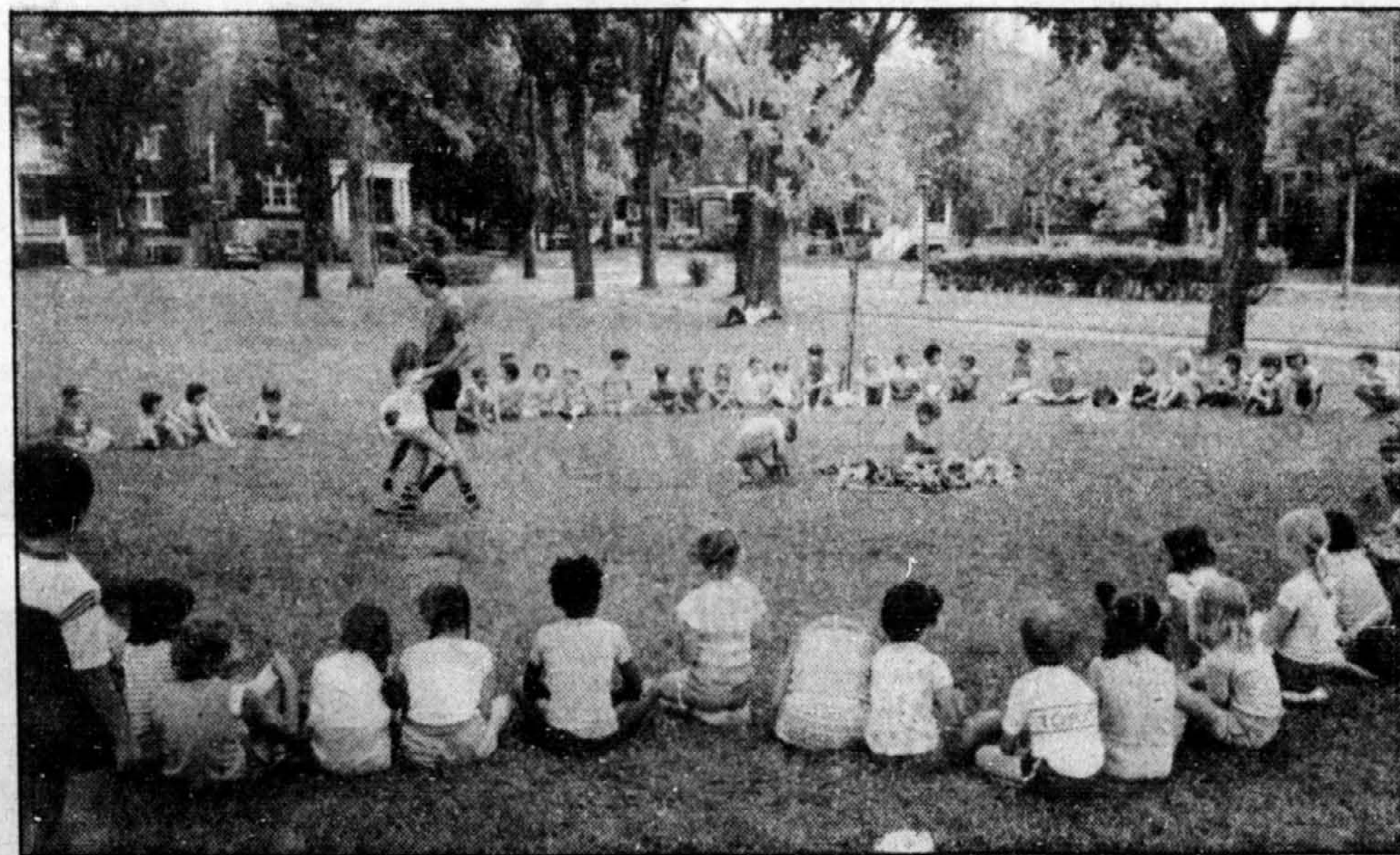
Une ville à l'européenne

Outremont se donne depuis quelques années un petit air européen qui attire dans certaines de ses rues une jeunesse en mal de dépaysement, mais également la jeune artistique de Montréal et des alentours. Certaines rues comme Laurier, Hutchison et Fairmount regorgent de petites boutiques agréables, de cafés-terrasses chaleureux et de petites épiceries spécialisées où ça sent bon les épices et la charcuterie.

Ces petits établissements aux façades agréablement décorées portent des noms qui accrochent comme Chez Patatou, l'Intrigant, le Bec affamé, la Bouchée du Roy, la Petite Bouffe, etc. On y sert des repas appétissants dans de vieilles porcelaines ou de grands bols en terre cuite. On y retrouve une clientèle jeune et moins jeune, souvent intellectuelle, de bon aloi. On y passe des heures agréables dans un décor qui rappelle la Rive gauche de Paris. Et on termine la soirée dans un cinéma de répertoire comme l'Outremont, devenu le haut-lieu des cinéastes.

C'est le nouvel Outremont, celui qui a été façonné par les enfants de ceux qui ont fondé la ville et qui, à leur façon, continuent de donner à cette ville particulière une atmosphère que l'on ne retrouve nulle part ailleurs.

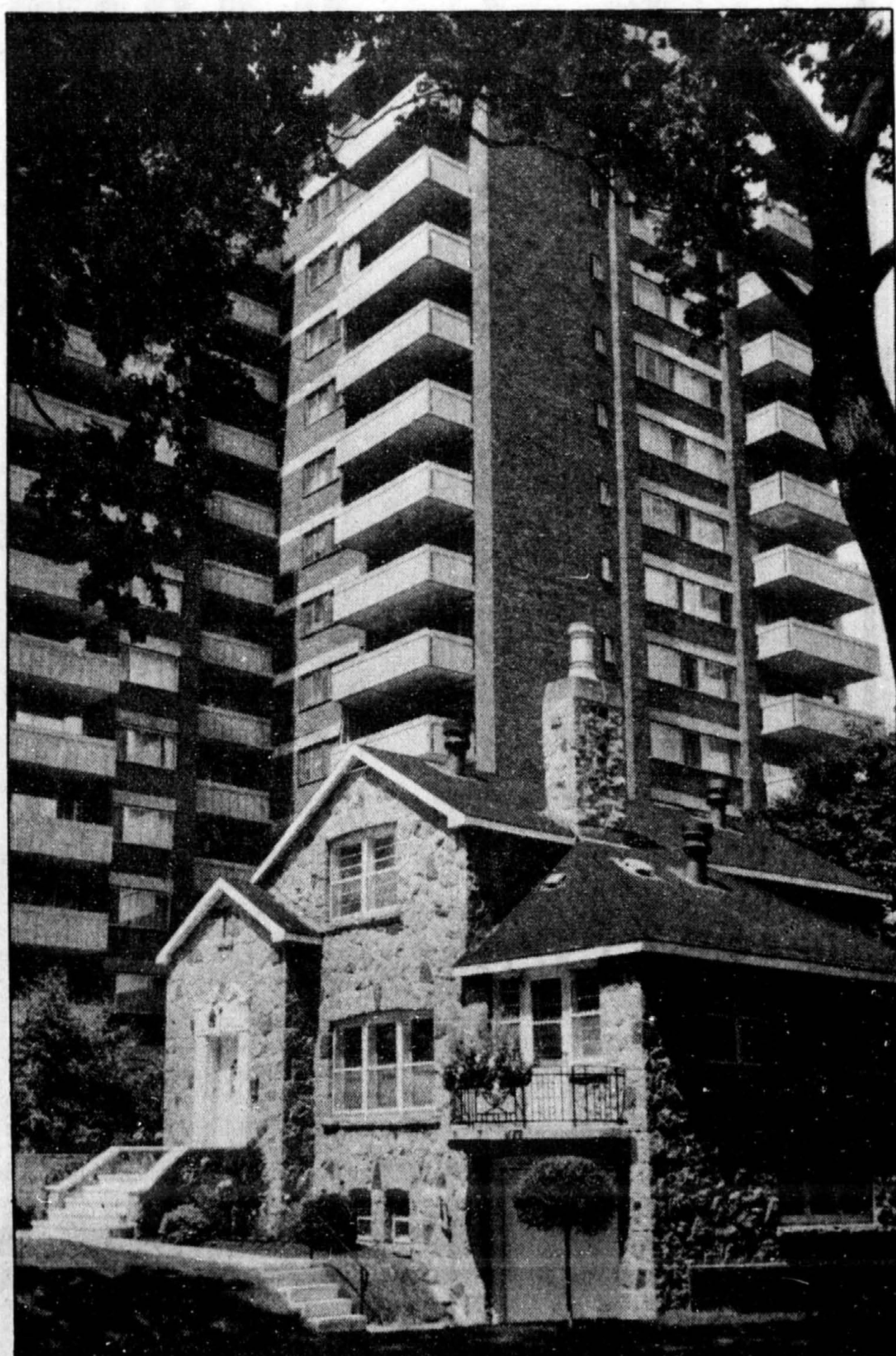
MERCREDI : Pierrefonds



Les enfants ont l'espace nécessaire pour s'amuser.



L'Outremont à l'européenne: restaurants-terrasses, petites boutiques et cinéma.



Un nouveau visage d'Outremont, celui des luxueuses tours d'habitation.



téléphoto UPI

Un moment de réflexion pour Benigno Aquino, dans l'avion des China Airlines le ramenant hier aux Philippines.

RENTRANT D'EXIL MALGRÉ LES TRACASSERIES DU RÉGIME MARCOS

Le chef de l'opposition Ninoy Aquino est assassiné à son arrivée à Manille

d'après AFP, UPI, AP et Reuter

Le dirigeant de l'opposition philippine Benigno Aquino, le plus grand rival politique du président Ferdinand Marcos, a été assassiné hier à Manille à sa descente d'avion alors qu'il rentrait d'un exil volontaire de trois années aux États-Unis.

Un homme portant l'uniforme du personnel de l'aéroport a tiré un coup de feu à la nuque de l'ancien sénateur de 50 ans avant d'être abattu par les gardes qui escortaient l'opposant au sortir de l'avion, a déclaré aux journalistes le chef de la police Prospero Olivares.

L'assassinat, dans un aéroport gardé par les troupes gouvernementales où des milliers de sympathisants étaient venus accueillir le chef de l'opposition, n'a pas manqué de susciter de vives réactions du côté de l'opposition qui misait sur M. Aquino pour mettre fin aux 17 années du règne

autoritaire du gouvernement Marcos.

« C'est le gouvernement qui l'a tué », a crié Salvador Gonzales, une personnalité marquante de l'opposition, à la foule massée devant la résidence de M. Aquino près de Quezon. La sœur du disparu, Lupta, s'est dit convaincue qu'une enquête des autorités sur les circonstances de l'assassinat était complètement inutile. « Il n'y a aucun doute sur ce qui s'est passé, a-t-elle ajouté. Nous savons ce qui s'est passé ».

Selon un compte rendu de l'agence japonaise Kyodo qui cite un témoin, M. Aquino a été abattu par un des gardes en uniforme qui l'escortaient hors de l'avion. Le témoin a également affirmé que l'homme qualifié d'assassin par les autorités aurait été enlevé

d'une voiture proche et abattu sur le champ.

Le gouvernement a nié le reportage japonais. Le ministre philippin de l'Information, M. Gergorio Cendana, a annoncé qu'il attaquerait en diffamation l'agence américaine UPI et l'agence Kyodo pour avoir affirmé que des soldats avaient tiré sur le leader de l'opposition.

M. Aquino lui-même aurait affirmé à un journaliste du réseau américain ABC à bord de l'avion, M. Ken Kashiwahara, qui est également son beau-frère, qu'il avait été prévenu à Taipei (Taïwan) qu'il pourrait être assassiné à son arrivée à Manille et que son assassin serait immédiatement abattu. M. Kashiwahara a ajouté que, juste avant l'atterrissage à Manille, M. Aquino était allé aux toilettes pour revêtir un gilet

pare-balles. « S'ils visent la tête, je suis un homme mort », avait alors déclaré M. Aquino à son beau-frère.

Pendant le vol qui le menait de Taïwan à Manille, le leader de l'opposition, dans une interview au réseau ABC, a dit que « nous devons tous mourir un jour. Si je dois mourir de la balle d'un assassin, eh bien que ce soit ainsi! Je ne peux pas laisser la peur de mourir m'empêcher de rentrer dans mon pays. Je dois souffrir avec mon peuple. Je dois lui montrer la voie ».

M. Aquino, âgé de 50 ans, a été prisonnier pendant sept années sous le gouvernement Marcos. Il a été emprisonné en 1972 et fut trouvé coupable en 1977 de subversion et du meurtre du leader politique d'un village. M. Aquino a toujours nié ces accusations.

Avant son emprisonnement, celui que l'on surnommait affectueusement « Ninoy » était considéré comme un solide rival du président Marcos en vue des élections de 1973 qui ne furent jamais tenues en raison de l'imposition de la loi martiale par le président. M. Aquino fut libéré par ce dernier en 1980 afin qu'il puisse subir une intervention chirurgicale aux États-Unis où il est demeuré depuis ce temps.

Le président Marcos a condamné hier « dans les termes le plus vigoureux » l'assassinat de Benigno Aquino. M. Marcos a ajouté que M. Aquino avait été averti à plusieurs reprises que sa vie serait en danger s'il rentrait aux Philippines.

Les papiers de M. Aquino n'étaient d'ailleurs pas en règle lors de son arrivée à Manille et c'est muni d'un faux passeport au nom de Marcial Bonifacio qu'il est descendu d'avion.

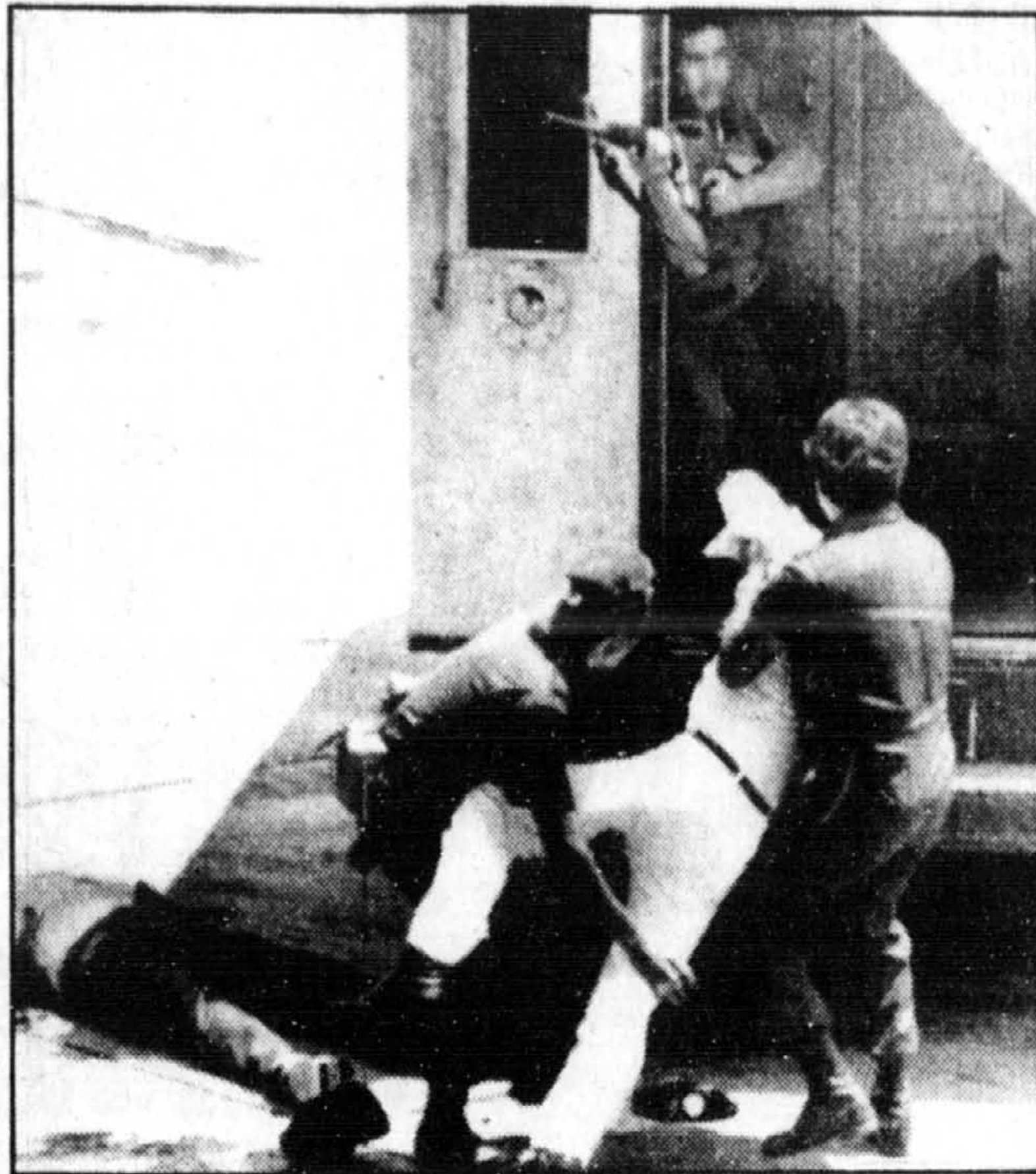
M. Marcos a averti les « éléments opportunistes » de ne pas essayer de profiter de la situation pour provoquer des troubles. L'armée philippine est en « état d'alerte maximum » pour prévenir d'éventuels affrontements.

À Washington, tout en qualifiant d'acte « lâche et ignoble » l'assassinat de M. Aquino, les autorités ont déclaré que le président Reagan se rendrait comme prévu en visite aux Philippines en novembre prochain.



téléphoto UPI

Ses partisans l'attendaient à l'extérieur de l'aéroport de Manille, avec pancartes et banderoles.



téléphoto AP

Des soldats philippins emmènent le corps d'Aquino. À gauche, le corps du présumé assassin git sur la piste de l'aéroport: cinq heures plus tard, le cadavre y était encore.

La diaspora philippine aux USA accuse Marcos

d'après AFP, UPI, AP et Reuter

« Selon Gandhi, le sacrifice volontaire de l'innocent est la meilleure réponse conçue par Dieu et l'homme pour faire face à une tyrannie insolente », aurait déclaré à son arrivée M. Benigno Aquino, principal dirigeant de l'opposition philippine assassiné hier à l'aéroport de Manille.

Le texte de cette déclaration a été communiqué à la presse par sa famille. M. Aquino y dit notamment qu'il ne recherche aucune confrontation. « Je prie et je ferai porter tous mes efforts vers une authentique réconciliation nationale fondée sur la justice ».

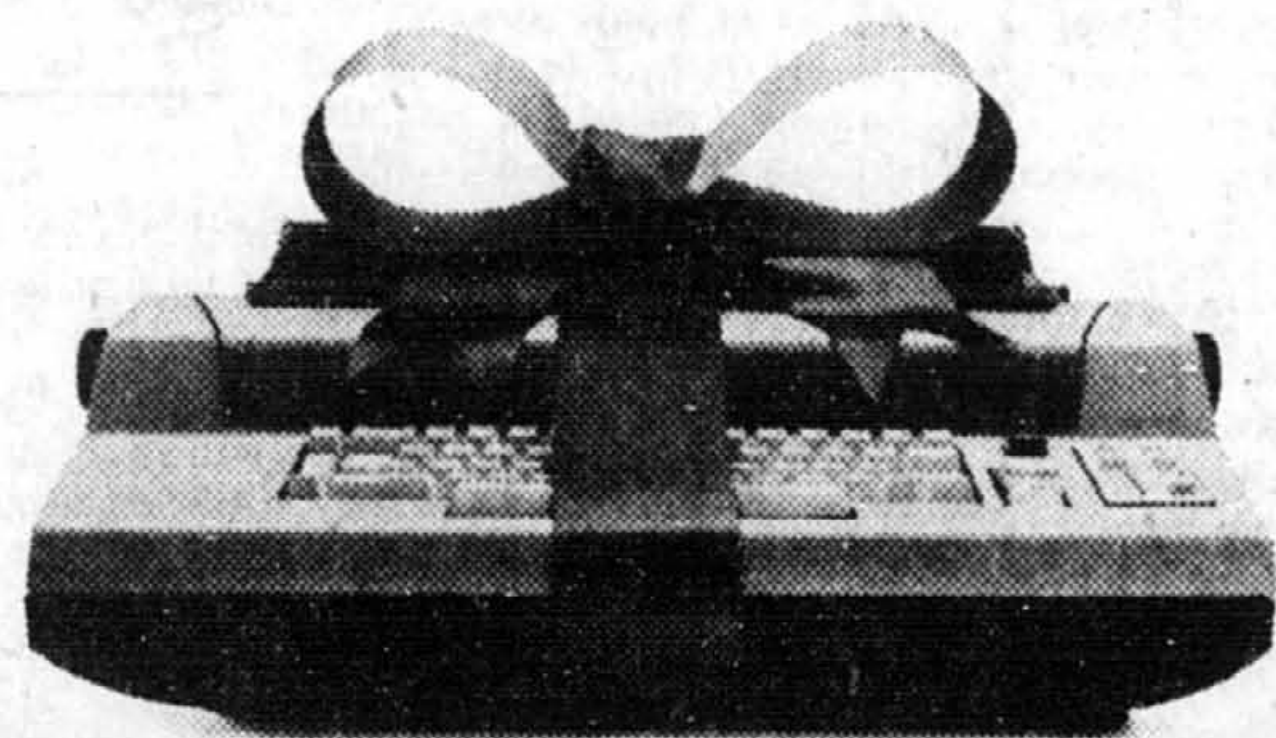
M. Aquino avait en permanence mené campagne pour la restauration des institutions démocratiques existantes avant l'imposition de la loi martiale en 1972 et était considéré comme l'alternative à M. Marcos dans l'archipel aux 7000 îles et 48 millions d'habitants.

La mort de celui qui avait déjà accusé le président Marcos de tyrannie et auquel il reprochait d'avoir « amassé une énorme

fortune » par des moyens douteux a atterri les leaders de l'opposition au régime pour la plupart en exil aux États-Unis.

Qu'il s'agisse du Mouvement pour une patrie libre (700 membres aux États-Unis), de Sergio Osmeño III (petit-fils de l'ancien président Osmeño), du général Alejo Santos (défait par le président Marcos aux présidentielles de 1981), de Alex Exclamado (éditeur à San Francisco d'un hebdomadaire philippin) ou de Charito Planas (autre leader de l'opposition vivant aux États-Unis), ils ont tous tenu le président Marcos responsable de la mort de M. Aquino.

Le cardinal de Manille, Mgr Jaime Sin, a pour sa part souligné que M. Aquino « était revenu dans son pays dans un esprit de réconciliation et que s'il n'avait été préoccupé que de lui-même, il serait resté aux États-Unis. Je prie, a-t-il ajouté, pour que son sacrifice nous rende tous sensibles à la nécessité d'union et d'amitié. Si nous permettons que sa mort attise les flammes de la violence et de la division, il sera mort en vain ».



Bienvenue à vous!

IBM a le plaisir d'accueillir Supérieur Machines de Bureau, le nouveau distributeur autorisé de machines à écrire.

Acheter une machine à écrire IBM à Montréal est maintenant chose facile.

D'autant plus que Supérieur Machines de Bureau vous offre maintenant la gamme complète des machines à écrire IBM. Des célèbres «Selectric» III aux nouveaux modèles électroniques 65 et 85 à mémoire intégrée.

Alors, n'attendez plus et passez dès aujourd'hui chez Supérieur Machines de Bureau.

Pendant que vous y êtes, procurez-vous aussi les fournitures pour machines à écrire IBM. Des rubans entre autres...

SUPÉRIEUR MACHINES DE BUREAU LTÉE
449, rue Sainte-Hélène
Montréal (Québec) H2Y 2K9
(514) 842-1741

IBM*

*Marque déposée d'International Business Machines Corporation. IBM Canada Ltée, compagnie affiliée, est un usager inscrit.

Le joyeux retour en classe!

Les prix de soie sont en vigueur du 22 au 27 août 1983.
Vêtements pour enfants de 3 mois à 14 ans

20% de rabais!

Denim à 20% de rabais
Le retour en classe de vos enfants s'effectuera joyeusement dans d'adorables vêtements en denim offerts à 20% de rabais!
Cette semaine, vous trouverez des vêtements prélavés ou teints en coton ou coton/polyester pour garçons et filles en tailles 4 à 14. Vous pouvez agencer ou assortir de superbes tenues pour le retour en classe, choisissez parmi notre vaste gamme de pantalons, jupes et gilets coordonnés en denim, à des prix allant de 13,25\$ à 23\$. Économisez 20% dès maintenant et le retour en classe de vos enfants s'effectuera joyeusement et à bon compte! Recherchez ce ballon et magasin et économisez!



Health-tex®

Vêtements coordonnés pour enfants
Ils en sauteront de joie!

Cataraqui Town Centre Kingston, Ontario Sarnia Eaton Centre Sarnia, Ontario Toronto Eaton Centre Toronto, Ontario Rideau Centre Ottawa, Ontario Markville Shopping Centre Markham, Ontario Carrefour Laval Chomedey Laval, Québec

MasterCard VISA

HAN SUYIN

Jusqu'au matin

ROMAN

Stanké

— 66 —

Lionel se mit à rire. «Allons, Texas, cela se produit partout. La vie privée... mais c'est un mythe. Pendant la Seconde Guerre mondiale, tout Américain qui avait fait partie de la Brigade de Lincoln et avait soutenu le gouvernement espagnol contre Franco, se voyait interdire la promotion au rang d'officier, alors que nous nous battions contre Hitler et ses nazis, les alliés de ce même Franco. Et regardez ce qui se passe en ce moment... on traîne des gens devant la Commission des activités anti-américaines simplement parce qu'il y a vingt ans, ils ont peut-être allés à une soirée où se trouvaient des communistes...»

— Mais comment le fait de tout savoir sur chacun peut-il aider?

— L'état moderne, que ce soit en Amérique ou en Chine, nous aura bientôt tous étiquetés, classés, mis sur fiches, dit Lionel. Vous verrez...»

«Mais, Meiling», Stéphanie redevenait la jeune femme impétueuse qui s'attaquait à tout ce qui lui paraissait mauvais. «Nous avons bien, en Amérique, des organisations religieuses qui font pareil: confessions publiques, nouvelle naissance, mais pas sur cette échelle, et ce n'est pas un acte obligatoire...»

— Nous avons toujours été secrets, trop secrets», dit Meiling sans s'émouvoir quand Stéphanie lui parla de cette décision de fouiner dans la vie privée des gens. «Jusqu'à aujourd'hui, protéger sa propre famille était le devoir le plus sacré...»

Et Stéphanie pensa: Voilà l'explication du comportement de Yong. Il ne se dresse pas pour affronter les problèmes, il ne se bat pas pour des idées, il pense toujours en termes de gens; à ce qui pourrait arriver à Mère, à Père... à moi... si jamais il disait quelque chose... Oh, Yong... Meiling était enceinte mais encore très active. Elle venait voir Stéphanie au moins une fois toutes les deux semaines. Elles s'installaient confortablement et passaient toute la soirée à bavarder.

«Vous devez continuer à enseigner, Stéphanie. Et ne pas tenir compte de ce torchon», dit-elle en écartant d'un geste négligent la note que Stéphanie avait trouvée sur sa selle. «C'est un moment pénible pour vous mais ça passera. D'ailleurs, poursuivit-elle en souriant, nous avons tous fait d'excellents rapports sur vous...»

— Nous? qui, nous?

— Tous ceux qui vous ont connue à Chungking et à Yenan. Elle se leva et tapota la main de Stéphanie. «Ne prenez pas les choses trop à cœur... ça passera.»

Un jour d'avril arriva la nouvelle que le président Truman avait relevé MacArthur de son commandement.

«Enfin, dit Lionel, enfin.» Le visage radieux, il commença à danser en faisant tourbillonner Loumei.

«Vous, les Américains, dit Loumei, vous êtes tellement émotifs.»

Lionel rit. «Rien ne semble troubler ma femme. Elle revient d'une réunion où quelqu'un l'a critiquée d'avoir épousé un Américain; elle explique, incline la tête et les laisse dire. Puis elle écloute que selon le président Mao, les Américains sont bons, seule une poignée d'impérialistes sont mauvais. Elle se couche et dort comme une bienheureuse tandis que moi je ne ferme pas l'oeil d'inquiétude...»

— Nous sommes puérils, aussi instables que de jeunes volcans», dit Henry Barber.

Le lendemain matin, quand Stéphanie entra dans sa classe, un de ses étudiants lui adressa un petit sourire.

Il y eut un grand meeting à l'université pour demander la paix en Corée. Stéphanie y participa. Joan Wu et elle se tenaient par le bras et tout le monde les applaudit.

En Amérique, la guerre de Corée avait provoqué un boom économique énorme et le même phénomène se produisit aussi à Shanghai où les usines tournaient à fond pour dépasser les normes et les quotas qui leur avaient été assignés. Presque chaque jour, des ouvriers frappant des cymbales et battant du tambour, parcouraient les rues avec des drapeaux rouges pour proclamer leurs records de productivité.

Père n'avait jamais paru aussi confiant car les mesures prises par le gouvernement pour faire participer les usines à l'effort de guerre avaient été décidées avec l'accord des capitalistes de Shanghai et la plupart des industriels avaient répondu favorablement.

Mais les prix auxiliaires que le gouvernement achetait les produits au secteur industriel privé ne cessaient de grimper. De nouvelles usines naissaient, les anciennes travaillaient presque nuit et jour. Les capitalistes n'avaient pas connu une telle prospérité depuis des années. Le besoin en matériel et en matières premières entraînait la contrebande sur une grande échelle, surtout par Hong-Kong.

«Faire de la contrebande pour la révolution est méritoire», déclara Oncle Keng Dawel, le visage plissé de sourires. Le gouvernement faisait semblant de ne pas voir la contrebande. «Le Parti garde un oeil fermé et l'autre ouvert», dit Keng.

Néanmoins, le Parti remarqua que Shanghai, la ville du boom économique, redevenait une hydre dévorante par son activité créatrice de richesse et que cela allait à l'encontre de toute réforme de la structure sociale.

«Les Nations unies ont décidé l'embargo économique de la Chine...»

Le répit s'achevait. Les espoirs de paix virent en éclats. La guerre continua et l'atmosphère redevenit dépressive.

Jusqu'en mai 1951, malgré la guerre de Corée, les échanges avec l'Occident et même avec les États-Unis avaient représenté plus de quatre-vingts pour cent du commerce total de la Chine.

Dix nations occidentales avaient passé des contrats avec la République populaire de Chine. Mais l'embargo des Nations unies détruisait tout cela.

«L'Amérique est plutôt immature, soupira Oncle Keng, pendant une conversation avec Stéphanie. Elle nous oblige à dépendre entièrement des Russes alors que nous ne le souhaitons pas...» Les Chinois détestaient l'idée de dépendre d'un seul pays, qu'il fût capitaliste ou communiste, même d'un pays «frère». En plus, l'U.R.S.S. faisait payer très cher à la Chine ses fournitures d'armes pour la guerre de Corée.

L'embargo rendait difficile la contrebande depuis Hong-Kong. Les États-Unis y installèrent une équipe vigilante et nombre d'observateurs, d'enquêteurs et d'inspecteurs pour empêcher le passage en fraude de machines, de médicaments et de tout produit utilisable par l'industrie chinoise. Il devint impossible à la Chine de vendre ses soies, ses objets d'art anciens, ses jades, ses canards et ses oeufs de cane, ses remèdes, ses soies de porc — tout ce qui constituait son commerce traditionnel — par Hong-Kong. Car quiconque traitait avec la «Chine rouge» était mis sur une liste noire par l'Amérique.

Une nouvelle forme de contrebande, souterraine, apparut et les Triades, spécialistes de tout ce qui était illégal, reconstituèrent quelques-uns de leurs réseaux et firent d'énormes bénéfices.

Et très vite, tous les abus, les fraudes, les tromperies, les friponneries, les coquinerries, les ruses, les indécidables du passé réapparurent. C'était facile, pour beaucoup de capitalistes, de retrouver les vieilles habitudes: camelote pour la guerre, commandes exécutées sans soin, à des prix gonflés.

«L'État doit payer; il a passé un contrat avec nous et s'est engagé à nous acheter toute notre production, même si elle est inutilisable...»

«On peut acheter, soudoyer les membres du Parti. Ce sont des paysans... offrez-leur un ou deux bons repas, une veste matelassée, une paire de chaussures et ça suffit... vous obtenez tous les permis, toutes les autorisations nécessaires...»

Le vieux mode de vie réapparut, avec les habitudes ancestrales d'hypocrisie et de fausseté tandis que le statu quo de la guerre en Corée et l'essor des prix érôlaient l'enthousiasme.

«C'est triste», dit le professeur Chang Shou à Stéphanie et à Yong. Il observait cette résurgence du passé avec inquiétude. «Certains membres du Parti ont changé. Ils s'attendent à présent à avoir des privilèges. Qu'on s'occupe spécialement de leurs enfants dans les écoles. Que les gens ne discutent jamais avec eux et se contentent d'approuver et d'obéir. Personne ne peut les contredire.» Il soupira. «Ils n'ont pas assez d'instruction pour résister à la corruption.»

Les deux fils aînés du professeur Chang étaient des scientifiques mais le troisième était un arriéré mental. Avant, ils avaient honte de lui mais à présent il travaillait; il gagnait sa vie en poussant des charrettes à bras. «Il participe aux réunions de l'usine, dit son père avec fierté. Il pousse plus de charges par jour que tous les autres ouvriers. Il ne se sent plus inférieur à ses frères.»

Les journaux de Shanghai publiaient des articles dénonçant la corruption, les pots-de-vin, le népotisme. Mais les usines étaient étrangement par une papeterie délinquante, chaque bureau craté du parti inventant son propre règlement pour se donner davantage de pouvoir. À chaque niveau, il fallait remplir des formulaires, obtenir un cachet, une signature. La seule façon de contourner ces obstacles était la corruption. Pour maintenir l'approvisionnement de leurs usines, pour obtenir plus vite les certificats et permis exigés, les industriels donnaient des «présents» aux hommes du Parti. Les inspecteurs recevaient des cadeaux et, en échange, ils fermaient les yeux ou passaient les coups de téléphone nécessaires.

Yong était inquiet. Il y avait une pénurie de médicaments et de matériel. Le comité du parti de l'hôpital était dirigé par un homme presque illettré, qui regardait avec suspicion les instruments chirurgicaux. «Pourquoi vous en faut-il tant?» demandait-il devant une rangée de forceps. Et à présent, les plus belles chambres étaient réservées aux cadres supérieurs du Parti à qui l'on donnait aussi priorité dans les traitements.

Comme la corruption a vite atteint le Parti, pensait Yong, alors que nous commençons tout juste à mettre les choses en place. Il se produisait le même phénomène qu'en Amérique, où le sénateur Joseph McCarthy, bryant et assuré, conduisait une chasse aux sorcières contre les Rouges à travers tout le pays: on parlait de plus en plus de sabotage, d'activités contre-révolutionnaires tandis que la situation économique commençait à se dégrader.

Chardon et Corail revinrent de la campagne, où elles avaient participé à la réforme agraire. Elles avaient un regard étincelant et le visage bronzé par le soleil. Elles refusèrent d'avoir des draps dans leur lit; elles se coupaient elles-mêmes les cheveux et se plaignaient qu'il y eût trop de plats à chaque repas.

«Nous habitons chez des pauvres paysans», expliqua fièrement Chardon. Elles avaient assisté au jugement des propriétaires et à l'exécution de l'un d'eux. «On a fusillé un seul de ces «tigres», dit Chardon d'une voix déçue. On a donné aux autres une chance de se racheter. Mais ils portent des masques noirs quand ils travaillent afin que tout le monde sache qu'ils sont mauvais...»

«Les jeunes sont toujours pour les solutions radicales... l'humanité semble progresser non pas par la tolérance mais par le fanatisme, dit Mère d'un ton rêveur à Stéphanie. Si nous devons additionner la dette de sang de chaque pays...»

— Mon pays ne vaudrait pas mieux, Mère, dit Stéphanie. Regardez ce que nous avons fait aux Indiens... et ce que nous faisons encore aux Noirs.

— Les hommes créent de belles théories et de beaux credos pour se convaincre de la justesse de leur dernier carnage», dit Mère en soupirant. Mère parlait de ses filles d'un ton détaché, avec humour et gentillesse. «Chardon dirige et Corail suit. Corail ne recherche pas les lumières de la rampe comme Chardon.»

Chardon avait adopté le large chapeau de paille des paysans et le gardait tout le temps sur la tête, alors que Corail retirait le sien dans la maison.

à suivre

133 À LOUER ÎLE DE MONTRÉAL

ANHUISIC, bas de duplex 5 1/2, cour, ler octobre, 328, 325-0546.

ANHUISIC, condo neuf à louer avec terrasse, 4 1/2, 1 chambre à coucher, 850 par mois, portier, 270-6775 ou 1-227-2165.

ANHUISIC, rue Henri-Bourassa près Papineau, 2 1/2, 3 1/2, tout confort, moderne, 381-2075.

ANHUISIC, Flury-Mellier, 4 1/2, non chauffé, bon état, 384-2961.

ANHUISIC, Papineau-Sauvé, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, meubles ou non, poêle frigo, peinture fraîche, 382-4132.

ANHUISIC, Ter. Flury, 4 1/2, 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

ANHUISIC, 1 1/2, 3 1/2, 4 1/2, métro, 10625 Sacre-Coeur, 324-4762.

133 À LOUER ÎLE DE MONTRÉAL

C.D.N., 3 1/2, grand balcon, équipé, 3275 - 3300, Tel. 729-2913

CARTIERVILLE, 5400 Saboury, 2 1/2-3 1/2, 3 1/2-4 1/2, chaufferie, réfrigérateur, frais peint, 384-5656

CARTIERVILLE, 1 1/2, 2 1/2, 3 1/2, très grand, tout confort avec services, 384-5656

CARTIERVILLE, 6041 Emile Melançon, 3 1/2, 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo, poêle, 381-0832

CARTIERVILLE, grands 4 1/2, 5 1/2, poêle, frigo,

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS



Ville de Pierrefonds

APPELS D'OFFRES

C-648

TRAVAUX DE VENTILATION MÉCANIQUE AUX STATIONS DE POMPAGE DES LOTS NOS 28, 31, 37, 67 ET 187.

C-649

Chèque de dépôt ou cautionnement de 10%. TRAVAUX DE REFECTION DE LA TOITURE ET D'ISOLATION A L'EDIFICE DES SERVICES TECHNIQUES ET AU CHALET DU PARC ALEXANDER.

C-650

Chèque de dépôt ou cautionnement de 10%. TRAVAUX DE PAVAGE, BORDURES, TROTTOIRS ET TRAVAUX CONNEXES SUR LES LOTS 140 ET 143 (RUE RICHMOND).

Chèque de dépôt ou cautionnement de 10% plus une lettre d'intention relativement à l'émission de cautionnements requis à la signature du contrat.

LA VILLE DE PIERREFONDS demande des soumissions séparées, en duplicata et sous enveloppe cachetée marquée «Soumission pour contrat C...» adressée au greffier de la Ville, monsieur Gabriel Legault, au 11072 ouest, boulevard Gouin, Pierrefonds, Québec, pour chacun des contrats précités.

Toutes les soumissions seront reçues jusqu'à 11h, JEUDI le premier septembre 1983, pour être ouvertes publiquement immédiatement.

Seules les soumissions préparées sur les formules de la Ville seront acceptées. Copies des plans et documents de soumission pour chacun des contrats précités pourront être obtenues en s'adressant au Service du Génie, au 14150 ouest, boulevard Gouin, Pierrefonds, (téléphone 620-5111, poste 53), moyennant un dépôt au montant de cent dollars (\$100.00) pour chaque set de documents, qui sera remboursé aux soumissionnaires lors du retour des documents complets en bon état, après l'ouverture des soumissions.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé payable à l'ordre de la VILLE DE PIERREFONDS ou d'un cautionnement de soumission pour un montant au moins égal à dix pour cent (10%) du total de ladite soumission.

Les soumissions du contrat numéro C-650, devront également être accompagnées d'une lettre d'intention relativement à l'émission des cautionnements requis à la signature du contrat. Toutes les garanties devront être valides pour une période de quatre-vingt-dix jours à compter de la date d'ouverture des soumissions.

LA VILLE DE PIERREFONDS ne s'engage pas à accepter ni la plus basse soumission ni aucune des soumissions reçues pour les contrats précités, et ceci, sans obligation de sa part. Elle se réserve en outre le droit de rejeter toutes les soumissions reçues ou d'omettre d'un contrat, avant qu'il ne soit signé, un ou plusieurs articles du bordereau de prix, si elle le juge à propos, sans que celle-ci soit tenue responsable envers les soumissionnaires.

8 août 1983. Gabriel Legault, Greffier

ATT: les grévistes pourraient reprendre le travail mercredi

WASHINGTON (UPI) — Les dirigeants des trois principaux syndicats représentant les quelque 700 000 employés en grève du téléphone américain ont approuvé un accord de principe susceptible de mettre très bientôt fin à ce débrayage.

Les dirigeants du syndicat CWA, représentant 525 000 syndiqués de Bell System, qui appartient à ATT, ont accepté l'offre patronale hier soir, alors que les délégués des électriciens et des ouvriers en télécommunications, qui représentent respectivement 50 000 et 100 000 grévistes, avaient décidé plus tôt d'accepter l'entente de trois ans soumise par l'American Telephone and Telegraph.

Selon les dirigeants des syndicats et d'ATT, les grévistes auraient obtenu gain de cause au chapitre de la sécurité d'emploi.

Les négociations auraient piétiné du fait des hésitations de l'ATT à assurer la sécurité à son personnel. Le gigantesque consortium avait reçu l'ordre d'un tribunal fédéral américain, il y a quelques mois, de se défaire de certains de ses actifs, notamment de sa succursale à part entière Bell System. Le tribunal avait jugé qu'ATT formait un monopole éliminant toute concurrence.

ATT est en appel de ce jugement.

Les grévistes seront appelés à ratifier l'entente de principe aujourd'hui et demain, et devraient reprendre le travail dès mercredi.

Hausse du prix des autos d'occasion

DÉTROIT (UPI) — Le prix des voitures d'occasion a grimpé de 13,2 p. cent à \$4,773, en 1982, mais le nombre total d'unités vendues fut le plus bas enregistré aux États-Unis depuis 1976.

Une étude réalisée par la société de location de voitures Hertz, la plus importante des USA, a permis de déterminer qu'il en coûtait 10,4 p. cent de plus, en 1982, pour acheter et opérer une voiture d'occasion, soit 25,44 cents du mille contre 23,04 cents du mille en 1981.

En comparaison, il en coûtait 44,67 cents du mille, en 1982, pour acheter et conduire un véhicule neuf, contre 43,42 cents du mille l'année précédente.

Hertz a précisé que 16,6 millions de voitures usagées ont changé de mains en 1982, soit 6 p. cent de moins que les 17,7 millions de 1981. Le

total de l'année dernière représente par ailleurs une baisse de 10,8 p. cent sur le nombre record de 18,6 millions de voitures usagées vendues en 1980.

Le prix moyen de ces voitures, l'an dernier, fut de \$4773, contre \$4218 en 1981, soit une hausse de 13,2 p. cent.

Deux Américains sur trois, l'an dernier, ont acheté une voiture d'occasion plutôt qu'une auto neuve, principalement en raison du prix trop élevé des voitures neuves, prétend Hertz. Le prix moyen d'une voiture neuve, l'an dernier, s'établissait à \$8866, contre \$7967 l'année précédente.

Les voitures d'occasion sont moins coûteuses à conduire du fait de leur prix plus faible, des intérêts épargnés, d'une dépréciation beaucoup plus faible et des frais d'enregistrement réduits.

Nordair: réduction de certains tarifs

OTTAWA (PC) — La Commission canadienne des transports a accordé à Nordair la permission de réduire ses tarifs pour deux de ses vols toronto aux heures hors-pointe.

Mais le comité du transport aérien de l'organisme a refusé, dans une décision rendue publique vendredi, une proposition de Nordair qui voulait réduire ses tarifs pour ses vols réguliers entre Toronto et Ottawa, et Toronto et Montréal.

La commission a fait valoir que des tarifs non régis sur les vols toronto du transporteur pourraient entraîner des augmentations disproportionnées sur d'autres lignes.

Nordair pourra implanter ses nouveaux tarifs dès le vendredi, 26 août. Aucun autre détail n'a été divulgué.

20% DE RABAIS SUR PRIX DE DÉTAIL POUR TOUT ACHAT DE PIÈCES PENDANT CETTE SEMAINE

SPÉCIAUX DE VACANCES

Voitures et camions légers

Cette semaine seulement

VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ

19 POINTS

\$1999

AMORTISSEURS DE CHOC GARANTIS À VIE, Motorcraft type AW excepté Fiesta

\$1999 ch.

installation en sus

CHANGEMENT D'HUILE ET FILTRE CFL-1 5 litres d'huile

\$1699

PEINTURE COMPLÈTE Réparation en sus

\$399

Veuillez présenter cette annonce LP

action FORD

FORD LOCATION

4901 ouest, Jean-Talon 731-8271

arts et spectacles

c'est la culture mise à la portée de tous dans La Presse

la Baie



Les cuirs à ton goût et à bon prix, nous les avons!

9999 ch.

A. Col avec fermoir à pression, manches chauve-souris, légèrement froncé à la taille. Noir.

B. Col contrastant, épaules plissées. Noir.

C. Hors photo. Col monté, liséré contrastant aux épaules, dans le dos et à la glissière. Taupe, cerise noire ou caramel.

Achats en magasin seulement. Baymart, manteaux pour dames, rayon 801. En vigueur jusqu'au 3 septembre.

Magnifique!! Magnifique!! Magnifique!! Magnifique!! Magnifique!!

Bienvenue à la Baie au Centre Rockland. On rouvre le 24 août!

APPEL D'OFFRES

PROVINCE DE QUÉBEC

Municipalité de Sainte-Beatrix

La municipalité de Sainte-Beatrix demande des soumissions pour les travaux décrits ci-après. Deux soumissions distinctes peuvent être présentées pour les deux projets suivants.

SOUSSION No 1 — PROJET A — INTERCEPTION DES EAUX USEES

— conduites d'égout gravitaire de 250 mm Ø

— conduites d'égout sous-pression de 100 mm Ø

— regards d'égout

— entrées de services

— une station de pompage

SOUSSION No 2 — PROJET B — TRAITEMENT DES EAUX USEES

— deux fosses septiques

— une station de pompage

— dix (10) filtres à sable

— divers travaux connexes

Seules les entreprises ayant leur principale place d'affaires dans la province de Québec, sont autorisées à soumissionner sur les projets. De plus, l'entrepreneur devra posséder une licence d'entrepreneur de construction émise par la régie des entreprises de construction du Québec.

Documents de soumission

Les documents de soumission des deux projets peuvent être obtenus à l'Hôtel de Ville de Sainte-Beatrix, 801, rue de l'Eglise, contre le paiement, non remboursable, de trente-cinq dollars (\$35.00) par projet, fait à l'ordre de J.J. Barrette & Associés Inc. Les soumissionnaires devront préparer chaque soumission sur les formules fournies avec les documents de soumission et utiliser l'enveloppe de retour pré-adressée. Les soumissionnaires pourront soumissionner pour l'un ou l'autre des projets ou sur les deux.

La municipalité se réserve le droit d'accepter l'une ou l'autre des soumissions et d'accorder le contrat à des soumissionnaires différents ou à un même soumissionnaire selon la méthode la plus avantageuse pour la municipalité.

Date de réception

Les entrepreneurs soumissionnaires devront faire parvenir leur soumission à l'Hôtel de Ville de Sainte-Beatrix avant DIX HEURES le 2 SEPTEMBRE 1983. Le conseil municipal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Donné à Sainte-Beatrix, ce 17e jour du mois d'août mil neuf cent quatre-vingt-trois.

Paulette Loyer

Secrétaire-trésorière

AVIS PUBLIC

Projet de port de refuge Cap-à-l'Aigle, Cap-à-l'Aigle, comté Charlevoix.

Avis est donné au public qu'il lui est loisible de consulter le dossier afférant au projet susmentionné, qui comprend notamment une étude d'impact sur l'environnement préparée en vertu des dispositions de la section IV A de la loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. Chapitre Q-2).

Cette étude d'impact sur l'environnement a été présentée au ministre de l'Environnement qui l'a rendue publique le 9 août 1983 et l'a mise à la disposition du public pour fins de consultation.

Ce dossier est notamment disponible pour consultation par le public aux heures habituelles à: Montréal: 5199 rue Sherbrooke est Québec: 2360 chemin Ste-Foy Cap-à-l'Aigle: à la municipalité et à la bibliothèque, 762 St-Raphael.

On peut y obtenir la liste des lots touchés par ce projet. D'ici le 22 septembre 1983, toute personne, groupe ou municipalité peut demander par écrit au ministre de l'Environnement, la tenue d'une audience publique relativement à ce projet.

10 août 1983

Cet avis est publié par la Corporation du port de refuge Cap-à-l'Aigle Inc., conformément au règlement général relatif à l'évaluation et à l'examen des impacts sur l'environnement adopté en vertu de la loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. chapitre Q-2).

CNRAIL

APPEL D'OFFRES POUR

MODERNISATION DES ASCENSEURS POUR PASSAGERS

HOTEL REINE ELIZABETH

MONTRÉAL - QUÉBEC

No. de Projet 3-063

Les travaux consistent en la modernisation du système de contrôle des ascenseurs.

Les soumissions cachetées seront acceptées jusqu'à midi, heure avancée de l'est, mercredi le 7 septembre.

Les documents pertinents aux soumissions seront fournis sur demande à la salle des plans des services techniques, 13ième étage, 935, rue de la Gauchetière ouest, Montréal, H3B 2M9, moyennant un dépôt d'un chèque certifié de cinquante dollars (\$50), payable à l'ordre de la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada. Ce dépôt sera rendu aux intéressés qui auront renvoyé les documents en bon état, en dedans d'un mois de la date de fermeture des soumissions. Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au: (514) 877-4739.

La Compagnie se réserve le droit de rejeter toute offre, si basse soit-elle.

Bureau du vice-président Régional

Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada

Montréal, Québec